





APPEL URGENT Juillet 2019



Philippines

République dirigée par
Rodrigo Duterte

 475 442 km²

 100 003 378 Mio

1% de très riches Philippins
détennent 70% des richesses;
10 Mio sont très pauvres ; 5
Mio sous le seuil de pauvreté

 Manille

Peine de mort : NON

TORTURE : OUI

Les Philippines ont ratifié la
Convention contre la torture
et le Pacte international
relatif aux droits civils et
politiques (PIDCP)

Adresser le modèle de
lettre ci-joint aux autorités
dont l'adresse se trouve sur
la lettre. Affranchir à 0,79€
pour la Belgique et à 1,35€
pour les Philippines

RÉPRESSION ALARMANTE

La répression des militants des droits de l'homme (responsables d'ONG et des médias, défenseurs de droits fonciers et environnementaux, syndicalistes et avocats) a atteint des proportions alarmantes au cours des derniers mois. Tous font régulièrement l'objet d'accusations inventées de toutes pièces et de longues périodes de gardes à vue arbitraires, ainsi que de menaces et meurtres commis en toute impunité. La "guerre contre la drogue" acharnée du Président Duterte, la loi martiale imposée à la province de Mindanao et la militarisation de la province de Negros sont accompagnées d'une déferlante d'actes violents à l'encontre des défenseurs.

Depuis l'arrivée au pouvoir du Président Duterte en juin 2016, les défenseurs des droits humains sont les victimes d'une campagne permanente de diffamation, par l'utilisation de *fake news*, pour empêcher et discréditer leurs activités légitimes. À la veille des élections du 13 mai, le gouvernement a renforcé la répression. Le 26 avril 2019, plusieurs avocats, notamment du syndicat **National Union of People's Lawyers**, des journalistes de **Rappler**, média en ligne connu pour son journalisme d'investigation et ses positions critiques, et des membres du **Philippines Center for Investigative Journalism (PCIJ)**, ont été accusés d'avoir participé à une tentative de renversement de Duterte. Ces attaques publiques auront parfois provoqué la mort de défenseurs. Le 22 avril 2019, **Bernardino Patigas**, conseiller municipal et avocat des droits humains était tué. En avril 2018, son nom et son portrait, ainsi que ceux de l'avocat **Benjamin Ramos** (assassiné le 6 novembre 2018) et de 60 autres personnes, apparaissaient sur une affiche les accusant de communisme. Après l'annonce du meurtre de M. Patigas, un SMS de menaces de mort était adressé à Cristina Palabay, Secrétaire Générale de KARAPATAN, ainsi qu'à plusieurs responsables associatifs de la province de Negros, insinuant que les destinataires seraient tués dans l'année qui suivrait. Dans le même temps, Ronald "Bato" dela Rosa, haut responsable de la police et fer de lance des bataillons de Duterte, était intronisé sénateur.

Le nombre d'avocats des droits de l'homme "liquidés" n'a cessé d'augmenter : on en dénombre 38, depuis juillet 2016 !

Le 24 mai, l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme déclarait : *"Les défenseurs des droits de l'homme ne sont ni des terroristes, ni des criminels, ni des ennemis de l'État. Nous demandons aux autorités des Philippines de rouvrir un espace pour la société civile, de reconnaître la légitimité des défenseurs des droits de l'homme, et de les protéger au lieu de les diffamer"*.

Des enfants au coeur de l'offensive!

Le dimanche 30 juin, **Myka Ulpina**, une fillette de 3 ans devenait l'ultime «victime collatérale» de la guerre contre la drogue de Duterte, qui, depuis 3 ans, aurait provoqué la mort de 27 000 personnes (6 600 selon la police). Parmi les victimes, on déplore une centaine d'enfants!

Myka a été victime d'un raid de la police visant son père **Renato Dolofrina**, dans la province de Rizal (environs de Manille). La police prétend que M. Dolofrina a utilisé sa fille comme bouclier durant l'opération. En juillet 2018 et 2016, deux bambins, **Skyler Abatayo** et **Danica May Garcia**, - respectivement 4 et 5 ans- ont péri dans des circonstances assez similaires.

Quelquefois, des enfants seraient même délibérément abattus. Par exemple, des caméras de surveillance ont capté l'arrestation brutale, par les forces de sécurité, de **Kian delos Santos** (17 ans), dont le cadavre a été retrouvé, peu après, dans un enclos à cochons. Enfin la guerre contre la drogue cause aussi des ravages « par ricochet ». On ne compte plus les enfants qui doivent survivre, en dépit de l'impact (psychologique, économique et social) causé par le meurtre d'un proche, souvent le gagne-pain de la famille. Et puis, aussi, comment se défaire de l'image de ces enfants minuscules et frêles, fillette promise à la prostitution, ou garçonnet en haillons, punis pour des vétilles, et enfermés dans des cages à même la rue? Comment ignorer, encore, que des enfants meurent toujours de la torture dans les prisons philippines ?

Aujourd'hui l'Islande propose au Conseil de sécurité de l'ONU d'adopter une résolution pour arrêter le carnage.

(ACAT Luxembourg, Preda e.V, OMCT, HRW)

« Votre paix ira reposer sur lui » (Lc 10, 1-9)

Écrire avant le 12 aout 2019!